



PRÉFET DU NORD

Secrétariat général  
de la préfecture du Nord

Direction  
des politiques publiques

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. : DIPP/Bicpe-BD

**Arrêté préfectoral portant approbation du Plan de  
Prévention des Risques Technologiques de l'établissement  
MINAKEM sur le territoire de la commune de Beuvry la Forêt**

Le Préfet de la région Nord-Pas-de-Calais  
Préfet du Nord  
Officier de l'ordre national de la Légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-25 et ses articles R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 211-1, L. 230-1 et L. 300-2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L. 15-6 à L. 15-8 ;

VU la loi 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU les arrêtés préfectoraux autorisant l'exploitation régulière des installations de l'établissement MINAKEM, implanté sur le territoire de la commune de Beuvry la Forêt ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2007 modifié le 4 décembre 2008, portant création du comité local d'information et de concertation autour de l'établissement MINAKEM à Beuvry la Forêt ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

VU l'avis réputé favorable du conseil municipal de la commune de Beuvry la Forêt sur le projet d'arrêté préfectoral de prescription adoptant le périmètre d'étude du PPRT ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2008 de prescription du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement MINAKEM sur la commune de Beuvry la Forêt ;

VU les arrêtés préfectoraux de prorogation en date du 4 juin 2010 et du 3 décembre 2010 portant le délai d'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques de l'établissement MINAKEM à Beuvry la Forêt de 18 mois à 26 mois ;

VU l'avis favorable des personnes et organismes associés, à savoir :

- Comité Local d'Information et Concertation (CLIC) de MINAKEM : avis favorable dans sa séance du 2 mars 2010 sous réserve des modifications au projet de PPRT avant sa mise en enquête publique, avec abstention du représentant de l'association « ABRIS » ;
- Société MINAKEM : avis favorable par courrier en date du 15 décembre 2009 ;
- Le président du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président du Conseil Général du Nord ou son représentant : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le maire de Beuvry la Forêt : avis réputé favorable en l'absence de réponse ;
- Le président de la Communauté de Communes du Cœur de Pévèle : avis favorable par courrier reçu le 28 décembre 2009 sous réserve de la prise en compte de ses remarques formulées lors du conseil communautaire du 16 décembre 2009 ;
- Le président du Syndicat Mixte du SCOT Grand Douaisis : avis réputé favorable en l'absence de réponse.

VU la décision du Président du Tribunal Administratif de Lille en date du 6 juillet 2010 portant désignation du commissaire enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2010 prescrivant une enquête publique du 1<sup>er</sup> septembre 2010 au 1<sup>er</sup> octobre 2010 inclus sur le projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques MINAKEM sur la commune de Beuvry la Forêt ;

VU le rapport établi par le Commissaire Enquêteur et ses conclusions favorables au projet en date du 15 octobre 2010 ;

VU les pièces du dossier ;

VU l'avis de Monsieur le Sous-préfet de Douai en date du 20 octobre 2010 ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement et de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord en date du 7 décembre 2010 ;

Sur la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord

## ARRETE

### Article 1 :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques de l'établissement MINAKEM à Beuvry la Forêt annexé au présent arrêté est approuvé.

### Article 2 :

Ce plan vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126.1 du code de l'urbanisme et devra être annexé au plan local d'urbanisme de la commune de Beuvry la Forêt.

### Article 3 :

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques ;
- des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du code de l'environnement ;
- un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
  - les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
  - l'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption ;
  - les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;

Le dossier sera tenu à disposition du public à la Préfecture du Nord ainsi qu'en mairie de la commune de Beuvry la Forêt, aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux au public.

### Article 4 :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

### Article 5 :

Un extrait du présent arrêté sera publié en caractères apparents dans les journaux :

- La Voix du Nord
- et
- Liberté Hebdo.

Le présent arrêté sera affiché dans les locaux de la mairie de Beuvry la Forêt pendant un mois minimum. Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Article 6 :

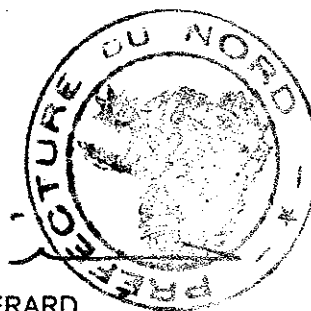
Messieurs le secrétaire général de la préfecture du Nord, le sous-préfet de Douai, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord Pas-de-Calais, le directeur départemental des territoires et de la mer du Nord, les chefs de services déconcentrés concernés, le maire de la commune de Beuvry la Forêt, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à :

- Madame la directrice de la société MINAKEM,
- Monsieur le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile,
- Monsieur le président du conseil régional du Nord/Pas-de-Calais ou son représentant,
- Monsieur le président du conseil général du Nord ou son représentant,
- Monsieur le président de la communauté de communes du cœur de Pévèle ou son représentant,
- Monsieur le président du syndicat mixte du SCOT Grand Douaisis ou son représentant,
- Madame la directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi
- Madame et Messieurs les membres du comité local d'information et de concertation (CLIC) de l'établissement MINAKEM Beuvry la Forêt.

Lille, le 27 DEC 2010

Le Préfet

Jean-Michel BERARD



P.J. : 4 annexes :

- note de présentation
- zonage réglementaire
- règlement
- recommandations